



Fiche de Projet

Justice pour tous : renforcer l'accès à la justice pour les femmes et les filles en Ouganda

AVRIL 2024

INFORMATIONS DE BASE SUR LE PROJET

Titre du projet : Justice pour tous : renforcer l'accès à la justice pour les femmes et les filles en Ouganda

Durée totale du projet : 1^{er} mars 2024 au 28 février 2025

Pays : Kampala, Ouganda

Montant total du projet : 58'654.- CHF

RÉSUMÉ DU PROJET

Le projet vise à réduire les obstacles entravant l'accès à la justice des femmes et des filles en Ouganda. Son principal objectif est de renforcer les compétences juridiques des personnes impliquées dans la défense des droits des femmes et des filles et à accroître la visibilité de FIDA-Uganda, tout en mettant fin à l'impunité et en favorisant activement l'égalité des sexes. Pour atteindre ces objectifs, le projet se concentre sur le renforcement des capacités de FIDA-Uganda dans la mise en œuvre de ses activités, en tirant parti de l'appui de notre volontaire Anna Schwaller.

CONTEXTE

L'Ouganda est souvent décrit comme étant à bien des égards atypique¹. Il s'agit d'un pays hétérogène d'Afrique de l'Est enclavé, comprenant de multiples groupes ethniques parlant plus de 56 langues, avec des cultures toutes aussi diverses, même si l'anglais et le swahili y sont très répandus. Jusqu'en 1967, l'Ouganda était une entité quasi fédérale comprenant cinq monarchies sous-régionales, des districts non monarchiques et un gouvernement central. Ces monarchies ont été abolies par la constitution républicaine adoptée en 1967, qui attribuait le pouvoir politique ultime à un président élu.

Pendant les trois dernières décennies, lors de son indépendance du Royaume-Uni et son adhésion au Commonwealth, l'Ouganda a été marqué par de nombreuses crises et des violations flagrantes des droits humains en contradiction avec la Constitution et la gouvernance démocratique². De 1986 à 2006, le Nord de l'Ouganda a enduré 20 longues années de guerre civile durant laquelle les droits des femmes et des filles ont été bafoués de manière répétée³. Le pays a depuis été le théâtre de corruption, de népotisme et de nombreux petits conflits régionaux. Les mesures prises durant la pandémie de COVID-19 ont de surcroît contribué à renforcer les inégalités, faisant passer le taux de pauvreté nationale de 18,7 % avant la pandémie à 21,4 % après la pandémie⁴. De plus, l'économie du pays a été fortement affectée, réduisant sa croissance et son développement, et limitant l'accès aux services essentiels et aux opportunités, malgré les ressources naturelles abondantes du pays.

L'accès à la justice reste un problème important en Ouganda, dans la mesure où il est entravé par divers obstacles socio-économiques, culturels et géographiques. La violence basée sur le genre, les conflits fonciers, les inégalités économiques, l'insuffisance de sensibilisation aux droits et les

¹ Edel, M.M. (2020). *The Chiga of Western Uganda*. London: Routledge

² Otunnu, O. (1992). *Socio-Economic and Political Crises in Uganda: Reasons for Human Rights Violations and Refugees*. *Refuge: Canada's Journal on Refugees / Refuge: Revue canadienne sur les réfugiés*, [online] 11(3), pp.23-33. Available at: <https://www.jstor.org/stable/45412025> [Accessed 27 Oct. 2023]

³ Vinck, P., Pham, P.N., Stover, E. and Weinstein, H.M. (2007). *Exposure to War Crimes and Implications for Peace Building in Northern Uganda*. *JAMA*, 298(5).

⁴ World Bank Group (2016). Sources: WDI for GDP, National Statistical Offices for national poverty rates, PIP as of April 2023, and Global Monitoring Database for the rest. [online] Available

limitations géographiques contribuent à rendre difficile l'accès à des services et à une protection juridiques équitables pour de nombreux et nombreuses Ougandais-es⁵. Bien que le gouvernement ait mis en place des lois et des politiques visant à promouvoir l'égalité des droits et à protéger les citoyens, leur mise en œuvre reste actuellement un défi majeur. En outre, de nombreux citoyens vivant dans des zones rurales ou éloignées ont un accès limité aux tribunaux et aux services juridiques en raison de la distance géographique, des frais liés à ce genre de services et d'un manque d'information.

Des initiatives visant à améliorer l'accès à la justice en Ouganda ont vu le jour et sont menées en étroite collaboration avec les communautés locales, les organisations de la société civile et d'autres acteurs pour sensibiliser la population et lui faire connaître ses droits, lui fournir des services juridiques appropriés et renforcer ses capacités de plaider⁶. Ces initiatives jouent un rôle essentiel pour combler les lacunes dans l'accès à la justice et pour promouvoir une société plus équitable et respectueuse des droits de tous les citoyens en Ouganda.

PARTENAIRE LOCAL : FIDA

The Uganda Association of Women Lawyers (ci-après FIDA-Uganda) est l'une des principales organisations de défense des droits des femmes en Ouganda et la pionnière dans le domaine de l'aide juridique et de l'éducation juridique publique en Afrique subsaharienne. Créée en 1974, FIDA-Uganda a une expérience reconnue dans la promotion et la défense des droits humains, avec un accent particulier sur les droits des femmes. Plus précisément, le partenaire cherche à promouvoir les droits humains tels qu'établis dans les documents juridiques internationaux, régionaux et nationaux. L'organisation utilise une approche féministe et fondée sur les droits afin de s'attaquer aux causes sous-jacentes des abus, notamment le patriarcat, l'injustice et l'exclusion. En tant qu'organisation féministe, FIDA-Uganda utilise de multiples stratégies visant à faire avancer la réforme du droit et des politiques pour la protection des femmes, notamment le développement de leur plaidoyer, le règlement de litiges d'intérêt public et diverses autres formes d'engagement public. Par la mise en place et le renforcement de mécanismes juridiques et structurels durables et efficaces, FIDA-Uganda soutient et analyse également l'action du gouvernement ougandais, acteur incontournable pour une meilleure protection et promotion des droits des femmes. En particulier, afin de réduire les injustices envers les femmes, FIDA-Uganda évalue le fonctionnement du système judiciaire en Ouganda et son adhésion aux normes internationales en matière de droits humains. Finalement, FIDA-Uganda a le statut d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).

VOLONTAIRES : ANNA SCHWALLER

Anne Schwaller est titulaire d'un brevet d'avocat, d'un CAS en médiation ainsi que d'un executive master de l'IHEID en "Development policies and practices".

Anna collabore avec FIDA-U depuis le 1er mars 2024. Durant 1 an, elle y apporte son soutien au projet : "appui à la recherche et à la formation". Elle renforcera les capacités des membres de FIDA-U, des institutions internes, des groupes de femmes et des volontaires juridiques communautaires en matière de droits des femmes, de genre et d'accès à la justice afin de gérer efficacement les défis juridiques auxquels sont confrontées les femmes et les filles

⁵ Initiative for Social and Economic Rights (2019). Meaningful Access to Justice for Economic and Social Rights. Uganda's Progress.

⁶ Par exemple, voir le projet de l'UNDOC : <https://www.unodc.org/easternafrika/en/Stories/unodc-launches-new-access-to-justice-programme-for-uganda.html>

PROJET

Le projet vise à améliorer l'accès à la justice pour les femmes et les filles en Ouganda, confrontées à de multiples obstacles tels que l'engorgement des tribunaux, le manque de ressources, la précarité économique et la discrimination. L'objectif principal est de renforcer les capacités de FIDA-Ouganda à travers l'Académie de Leadership gérée par l'organisation, en augmentant les connaissances légales et en améliorant la qualité des formations et publications sur la loi et l'égalité des sexes. La méthodologie se concentre sur l'accessibilité à des services juridiques abordables, la sensibilisation aux cadres juridiques, et le plaidoyer pour l'égalité des sexes. La contribution de notre volontaire Anna Schwaller permettra le développement des compétences des collaborateurs, et l'amélioration de la visibilité de l'organisation et de la qualité ses publications. Les activités incluent l'élaboration et la mise en œuvre de formations, la participation à la recherche et à la rédaction d'articles, ainsi que l'amélioration des compétences des collaborateurs et la gestion de la plateforme d'apprentissage en ligne de l'organisation.

RÉSULTATS ATTENDUS

Résultat attendu 1.1 : Des formations de qualité sont offertes aux membres de FIDA-Ouganda dans le cadre des sessions d'éducation légale continue (ELC).

Activité 1 : Identifier des besoins en collaboration avec la direction de FIDA-Ouganda et des personnes responsables.

Activité 2 : Participer à l'élaboration de programmes de formation et de contenus de formation pour les formations physiques et virtuelles de FIDA-Ouganda dans le cadre de l'Académie du Leadership.

Activité 3 : Accompagner les membres de l'équipe responsable dans la création et l'exécution des formations de l'Académie de Leadership.

Activité 4 : Soutenir la conceptualisation et l'exécution de dialogues informels et virtuels sur des sujets clés d'intérêt pour l'enrichissement et l'éducation des membres de FIDA-Ouganda.

Résultat attendu 1.2 : Le réseau de FIDA-Ouganda est renforcé.

Activité 1 : Identifier des séminaires en présentiel et en ligne pertinents pour les collaborateurs de FIDA-Ouganda.

Activité 2 : Soutenir la participation des collaborateurs aux séminaires en collaboration avec la direction de FIDA-Ouganda.

Résultat attendu 2.1 : Le travail de recherche et de développement des connaissances de FIDA-Ouganda en matière de défense légale des populations vulnérables d'Ouganda, en particulier des femmes et des filles est renforcée.

Activité 1 : Identifier des sujets de recherche pertinents en collaboration avec la responsable de la recherche & recherche de fonds chez FIDA-Ouganda.

Activité 2 : Etablir un diagnostic des besoins en méthodologie de recherche.

Activité 3 : Former et soutenir les membres de l'équipe en méthodologie de recherche.

Activité 4 : Participer à la rédaction et à la diffusion d'articles de recherche.

Résultat attendu 2.2 : Les publications de FIDA-Ouganda touchent plus de monde et leur qualité est améliorée.

Activité 1 : Etablir un diagnostic sur les besoins en formation des collaborateurs responsables en collaboration avec la responsable de secteur.

Activité 2 : Former et accompagner les collaborateurs dans la rédaction de publications.

Activité 3 : Former et soutenir les membres de l'équipe en méthodologie de recherche.

Activité 4 : Contribuer à la création de contenu et à l'animation de la plateforme en ligne d'apprentissage de FIDA-Ouganda.

Activité 5 : Participer à la rédaction d'articles pour les bulletins trimestriels de l'organisation.

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

Les bénéficiaires directs du projet :

- Membres du personnel du partenaire local (y compris les avocates femmes qui soutiennent périodiquement les activités du partenaire) : 95 (62 femmes et 33 hommes)
- Volontaires légaux communautaires : 48 (30 femmes et 18 hommes)
- Leaders culturels (chefs de clan et de royaumes nationaux) : 50 (12 femmes et 38 hommes)
- Jeunes leaders auprès des communautés locales : 40 (27 femmes et 13 hommes)

BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

Les bénéficiaires indirects :

- 22'000 personnes bénéficiant de l'aide légale directe de FIDA-Ouganda

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

ODD 5 : Égalité entre les sexes

ODD 10 : Réduction des inégalités

ODD 16 : Paix, Justice et Institution efficaces

IMPACTS VISÉS

- Amélioration de l'accès à la justice et renforcement des droits pour les femmes et filles en Ouganda, incluant la réduction des barrières juridiques et sociales et l'augmentation de la sensibilisation du public aux droits et cadres juridiques pertinents.
- Développement des compétences et amélioration des ressources de FIDA-Uganda, avec un renforcement des connaissances juridiques des collaborateurs et membres de l'organisation, l'amélioration de la qualité des formations, des recherches, et des publications, ainsi qu'une augmentation de la capacité de l'organisation à mener des actions de plaidoyer efficaces pour l'égalité des sexes.
- Renforcement institutionnel et augmentation de la visibilité de l'organisation, comprenant l'amélioration de la structure organisationnelle de FIDA-Uganda, l'augmentation de son influence et de sa reconnaissance, et le développement d'une plateforme d'apprentissage en ligne pour faciliter le partage des connaissances et la formation continue.

PERSPECTIVE ET DURABILITÉ DES EFFETS

Grâce à l'apport de la volontaire, les activités organisées sous l'égide de l'Académie de Leadership seront renforcées et toucheront plus de bénéficiaires. Ces derniers seront plus à même de défendre les droits des femmes et des vies, déclenchant ainsi un effet d'entraînement important. De surcroît, le modèle de fonctionnement même de FIDA-Ouganda, à savoir l'accent sur la formation et la mise en réseau, permet de répliquer ses activités dans la mesure des ressources financières.